



**SOCOTEC**

Bureau de l'Aveyron  
Avenue de l'Hôpital - Bourran  
Résidence Le Pirée  
12 000 RODEZ  
☎ 05.65.68.18.68  
☎ 05.65.68.49.93

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS BARAQUEVILLOIS**  
**156, avenue du Centre**  
**12160 BARAQUEVILLE**

**Construction d'une salle d'animation**  
**d'exposition et d'une bibliothèque**  
**12160 GRAMOND**

**PLAN GENERAL DE COORDINATION**  
**OPERATION DE NIVEAU 2**

INDICE	ÉTABLI LE	OBSERVATIONS/MODIFICATIONS	RÉDACTION	VÉRIFICATION
0	13/07/2012		Jean-Louis ROMERO	

DOSSIER : DAU0187  
Chrono : SOC/RO/12/1250

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER .....</b>	<b>4</b>
<b>1.1. DESIGNATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION SOMMAIRE .....</b>	<b>4</b>
1.1.1. ADRESSE DU CHANTIER.....	4
1.1.2. OBJET DES TRAVAUX .....	4
<b>1.2. CATEGORIE DE L'OPERATION .....</b>	<b>4</b>
1.2.1. DUREE GLOBALE DES TRAVAUX.....	4
1.2.2. DATES PREVISIONNELLES .....	4
1.2.3. LISTE DES LOTS .....	4
<b>1.3. INTERVENANTS.....</b>	<b>5</b>
1.3.1. MAITRISE D'OUVRAGE.....	5
1.3.2. MAITRISE D' OEUVRE .....	5
1.3.3. COORDONNATEUR S.P.S. ....	5
1.3.4. ORGANISMES .....	5
<b>2. MESURES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION .....</b>	<b>6</b>
<b>2.1. NATURE DU SOL .....</b>	<b>6</b>
<b>2.2. ORGANISATION DES CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES .....</b>	<b>6</b>
2.2.1. CIRCULATION DES VEHICULES .....	6
2.2.2. CIRCULATION DES PIETONS .....	6
<b>2.3. ORGANISATION DU NETTOYAGE ET EVACUATION DES DECHETS.....</b>	<b>6</b>
2.3.1. DISPOSITIF DE CENTRALISATION ET D'EVACUATION.....	6
2.3.2. NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES .....	7
2.3.3. EVACUATION DES MATIERES DANGEREUSES.....	7
<b>2.4. ORGANISATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE .....</b>	<b>7</b>
<b>2.5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS.....</b>	<b>7</b>
2.5.1. MOYENS COMMUNS.....	7
2.5.1.1. MOYENS DE MANUTENTION COMMUNS.....	7
2.5.1.2. GRUES MOBILES.....	8
2.5.2. MOYENS PROPRES A CHAQUE LOT .....	8
2.5.2.1. MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES .....	8
2.5.2.2. VERIFICATION DES APPAREILS DE LEVAGE .....	8
2.5.2.3. MANUTENTIONS MANUELLES .....	8
2.5.3. INSTALLATION ELECTRIQUE.....	9
2.5.4. INSTALLATION DE DISTRIBUTION.....	9
<b>2.6. SECURITE INCENDIE.....</b>	<b>9</b>
<b>2.7. CLOTURE DE CHANTIER .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES .....</b>	<b>10</b>
2.8.1. PROTECTIONS COLLECTIVES.....	10

2.8.2.	OUVRAGES MACONNES .....	10
2.8.2.1.	GARDE CORPS EN RIVES DE PLANCHERS.....	10
2.8.2.2.	BAIES SANS ALLEGES.....	10
2.8.2.3.	FERS EN ATTENTE.....	10
2.8.2.4.	TREMIES .....	11
2.8.3.	TRAVAUX DE TERRASSEMENT - FONDATIONS .....	11
2.8.4.	TRAVAUX DE FACADES.....	11
2.8.5.	TRAVAUX DE CHARPENTE .....	11
2.8.6.	TRAVAUX DE COUVERTURE.....	11
2.8.7.	LES TRETEAUX DE MACON .....	12
2.8.8.	ECHAFAUDAGES .....	12
2.8.9.	ECHELLES.....	12
2.8.10.	PROTECTIONS INDIVIDUELLES .....	13
2.8.11.	PROTECTION DES ACCES .....	13
<b>3.</b>	<b>MESURES GENERALES DE SALUBRITE .....</b>	<b>14</b>
3.1.	CANTONNEMENTS - ORGANISATION DE CHANTIER.....	14
3.1.1.	ALIMENTATION EN EAU POTABLE .....	14
3.1.2.	ALIMENTATION EN ELECTRICITE.....	14
3.1.3.	RACCORDEMENT POUR LES EAUX USEES .....	14
3.1.4.	BUREAU DE CHANTIER.....	14
3.1.5.	SANITAIRES DE CHANTIER.....	15
3.1.6.	VESTIAIRES .....	15
3.1.7.	REFECTOIRE .....	15
<b>4.</b>	<b>ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>16</b>
4.1.	MOYENS D'ALERTE.....	16
4.2.	MOYENS DE SECOURS .....	16
4.2.1.1.	SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL .....	16
4.2.1.2.	MATERIEL DE SECOURS .....	16
<b>5.</b>	<b>MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS.....</b>	<b>17</b>
5.1.	DEFINITION DES REGLES APPLICABLES AUX TRAVAILLEURS INDEPENDANTS ET LOCATIER.....	17
5.1.1.	DIFFUSION DES PPSPS .....	17
5.1.2.	INSPECTIONS COMMUNES.....	17
5.2.	ROLE DU COORDONNATEUR.....	17
5.3.	MODALITES DE CONCERTATION ET D'INFORMATION ENTRE LES ENTREPRISES.....	18
5.3.1.	DIFFUSION DES DOCUMENTS .....	18
5.3.2.	DECLARATION DE SOUS-TRAITANTS (DELAIS) .....	18
<b>6.</b>	<b>EN CAS D'ACCIDENT .....</b>	<b>19</b>

## 1. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER

### 1.1. DESIGNATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION SOMMAIRE

#### 1.1.1. ADRESSE DU CHANTIER

Le Bouscaillou - 12160 GRAMOND

#### 1.1.2. OBJET DES TRAVAUX

Les travaux ont pour objet la construction d'un bâtiment neuf.

### 1.2. CATEGORIE DE L'OPERATION

Le volume des travaux sera supérieur à 500 hommes / jour, l'affaire est donc classée en **niveau 2** de Coordination S.P.S.

#### 1.2.1. DUREE GLOBALE DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés dans un délai global de : Suivant planning

#### 1.2.2. DATES PREVISIONNELLES

Début des travaux : Suivant planning

#### 1.2.3. LISTE DES LOTS

Ce projet se fera en lots séparés

N° de lots	Intitulé
1	TERRASSEMENTS VOIRIES RESEAUX DIVERS
2	GROS OEURE
3	CREPIS
4	CHARPENTE BOIS
5	COUVERTURE
6	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM
7	MENUISERIES INTERIEURES BOIS
8	PLATRERIE
9	CARRELAGE
10	PEINTURES ET SOL SOUPLES
11	ÉLECTRICITÉ CFC/CFA
12	PHOTOVOLTAIQUE
13	PLOMBERIE VMC
14	CHAUFFAGE
15	ESPACES VERTS

### 1.3. INTERVENANTS

#### 1.3.1. MAITRISE D'OUVRAGE

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS BARAQUEVILLOIS**

156, avenue du Centre  
12160 BARAQUEVILLE

☎ 05.65.69.27.43

☎ 05.65..69.27.44

#### 1.3.2. MAITRISE D' OEUVRE

**BEDRUNE François - Architecte DPLG**

Route de Conques  
12850 ONET LE CHATEAU  
Tél. : 05.65.68.34.88

#### 1.3.3. COORDONNATEUR S.P.S.

**SOCOTEC Agence de l'Aveyron**

Avenue de l'Hôpital - Bourran  
Résidence Le Pirée  
12 000 RODEZ

☎ 05.65.68.18.68

☎ 05.68.68.49.93

**Jean-Louis ROMERO** - Coordonnateur SPS Niveau 1 Conception / Réalisation

#### 1.3.4. ORGANISMES

**DIRECCTE**

**Inspection du travail**

4, rue Sarrus – BP 3110  
12031 RODEZ Cedex 9

☎ : 05.65.75.59.30 - ☎ : 05.65.75.59.59

**CARSAT :**

**Service de la Prévention**

2, rue Georges Vivent  
31065 TOULOUSE CEDEX

☎ : 05.62.14.29.42 - ☎ : 05.62.14.26.92

**OPPBTP :**

**Comité Régional**

3, chemin du Pigeonnier de la Cépière  
31000 TOULOUSE

☎ : 05.61.44.52.62 - ☎ : 05.61.76.13.27

## 2. MESURES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
<p><b>2.1. NATURE DU SOL</b></p> <p>Les entreprises de VRD/ Gros Oeuvre devront se rapprocher des services concernés afin de prendre connaissance de la présence des réseaux enterrés ou aériens existants sur ou sous la plate-forme. Les plans des réseaux créés en phase chantier, mis à jour, seront tenus à la disposition des entreprises susceptibles d'intervenir après la création des-dits réseaux.</p> <p><b>Etablissement des DICT auprès des services concernés</b></p>				VRD/GO
<p><b>2.2. ORGANISATION DES CIRCULATIONS HORIZONTALES ET VERTICALES</b></p> <p>L'entreprise de Gros Oeuvre aura à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation relative à la sécurité du chantier. Cette signalisation sera établie avec le Coordonnateur, évoluera au fur et à mesure des besoins et concernera, en particulier, les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès des véhicules et zone de stationnement pour chargement et déchargement,</li> <li>• Signalisation de danger sur le chantier,</li> <li>• Balisage des aires de sécurité,</li> <li>• Panneaux de consignes obligatoires,</li> <li>• Panonceaux "<b>Chantier Interdit au Public</b>" et "<b>Port du Casque Obligatoire</b>",</li> <li>• Affichage des numéros d'appel des services d'urgence et des organismes concernés par la sécurité</li> </ul>				GO
<p><b>2.2.1. CIRCULATION DES VEHICULES</b></p> <p>Une aire de stationnement des véhicules et engins autorisés dans l'enceinte du chantier sera matérialisée sur le plan d'installation de chantier. Une plate-forme sera aménagée à cet effet.</p>				GO
<p><b>2.2.2. CIRCULATION DES PIETONS</b></p> <p>L'accès au public est interdit. à ce titre, sur les clôtures du chantier, seront apposées de façon visible des affiches "chantier interdit au public". Lors des visites de personnes autorisées ne faisant pas partie du personnel habituel du chantier, les entreprises prendront toutes dispositions pour assurer la sécurité de ces personnes, qui ne peuvent mesurer tous les risques du chantier.</p>				
<p><b>2.3. ORGANISATION DU NETTOYAGE ET EVACUATION DES DECHETS</b></p>				
<p><b>2.3.1. DISPOSITIF DE CENTRALISATION ET D'EVACUATION</b></p> <p>Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui la concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages, etc. et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail. Cet entretien est journalier et à la charge de l'entreprise concernée. En cas de manquement notoire au principe de nettoyage mis en place, le Maître</p>				TCE

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
d'œuvre, en concertation avec le Coordonnateur SPS pourra demander à une autre entreprise du chantier ou à une entreprise de nettoyage extérieure de se substituer à l'entreprise ou aux entreprises défaillantes, au frais de celles-ci.				
<p><b>2.3.2. NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES</b></p> <p>L'entreprise de Gros Oeuvre devra, l'installation d'un poste de lavage de roues de camions, avant la sortie du chantier, pour éviter toute salissure de la voie publique.</p> <p>Les véhicules seront nettoyés avant la sortie du chantier pour ne pas souiller les voiries empruntées.</p> <p>Il sera effectué un nettoyage général des circulations et des abords des constructions en fin de chantier.</p>				GO  TCE  GO
<p><b>2.3.3. EVACUATION DES MATIERES DANGEREUSES</b></p> <p>Chaque entreprise utilisatrice de substances et de matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués suivant les indications du fabricant porté sur la fiche de données de sécurité.</p>				EC
<p><b>2.4. ORGANISATION DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE</b></p> <p>La configuration définitive des zones de stockage sera étudiée sur proposition de l'entreprise par le Maître d'œuvre, et le Coordonnateur.</p> <p>Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces aires et la libération des aires utilisées seront à la charge de l'entreprise utilisatrice.</p>				TCE
<p><b>2.5. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS</b></p> <p><b>2.5.1. MOYENS COMMUNS</b></p> <p>Préalablement à l'intervention, l'entreprise précisera dans son PPSPS le plan d'implantation des éventuels appareils de levage qui lui seraient spécifiques et de ses zones de stockage, ainsi que les besoins particuliers d'approvisionnement et d'évacuation nécessitant l'utilisation des moyens de levage communs. Ces informations seront complétées par un planning prévisionnel de ces manutentions.</p> <p><b>2.5.1.1. MOYENS DE MANUTENTION COMMUNS</b></p> <p>L'utilisation en commun des moyens de levage est à privilégier, afin de limiter les interférences, sous respect des règles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conduite par personnel habilité,</li> <li>• Elingage correct, avec du matériel adéquat et vérifié (Art. du 09/06/93),</li> <li>• Guidage par du personnel compétent.</li> </ul> <p>Les entreprises utilisatrices devront informer l'entreprise responsable des appareils</p>				TCE

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
de levage de leurs dates prévisibles d'approvisionnement.				
<p>2.5.1.2. GRUES MOBILES</p> <p>L'utilisation des grues mobiles devra se faire dans le respect de la réglementation en vigueur et satisfaire aux prescriptions relatives aux appareils de levage mus mécaniquement.</p> <p>Un planning d'intervention et un plan d'implantation devront systématiquement compléter le PPSPS préalablement à l'intervention.</p>				EC
<p>2.5.2. MOYENS PROPRES A CHAQUE LOT</p> <p>2.5.2.1. MOYENS DE MANUTENTION PROPRES AUX ENTREPRISES</p> <p>L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation <b>afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.</b></p> <p>Il appartient à chaque entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales (chariot, transpalette, diable, ...).</p> <p><b>L'approvisionnement des éléments de couverture devra obligatoirement se faire mécaniquement.</b></p> <p>L'introduction éventuelle d'un engin mobile de levage sera soumise à la réalisation et à l'acceptation d'une étude d'interférences avec les autres moyens de levage.</p>				TCE
<p>2.5.2.2. VERIFICATION DES APPAREILS DE LEVAGE</p> <p>L'ensemble des installations de levage, les appareils de levage du personnel et de manutention devront être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier.</p> <p>Les salariés chargés de la conduite des engins de levage ou des élévateurs de personnel devront avoir reçu une formation, et être en possession d'un titre d'habilitation.</p>				COUV
<p>2.5.2.3. MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>L'entreprise doit, dans la mesure du possible, éviter le recours aux manutentions manuelles, notamment en utilisant les équipements mécaniques (Décret du 3 septembre 1992).</p> <p>Lorsque la manutention manuelle ne peut être évitée, l'employeur doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aides mécaniques, accessoires de préhension, pinces à bordures, etc...).</p>				EC
				TCE



MOE : Maître d'œuvre PI :Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
<b>2.5.3. INSTALLATION ELECTRIQUE</b>  L'entreprise de Gros Oeuvre assurera l'alimentation et la réalisation du tableau général de chantier depuis la source EDF. Ce tableau devra prendre en compte les besoins de l'ensemble du chantier durant tout son déroulement (notamment pour assurer une puissance suffisante pour les travaux de soudure).  Depuis ce tableau, seront alimentées par les entreprises désignées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'installation nécessaire à l'alimentation des locaux du cantonnement,</li> <li>• L'installation et l'entretien d'éclairage à l'intérieur du chantier,</li> <li>• L'installation électrique nécessaire aux besoins du chantier : sont compris dans cette installation, les coffrets et réseaux de distribution qui devront respecter notamment les prescriptions du Décret du 14 novembre 1988 et de la Norme NF C15100.</li> <li>• La maintenance technique et le remaniement des installations seront réalisés par l'entreprise d'électricité, ainsi que les réparations, suite à dégradation.</li> </ul>				GO
<b>2.5.4. INSTALLATION DE DISTRIBUTION</b>  Depuis le tableau général, le lot électricité prévoira un nombre suffisant de coffrets secondaires pour alimenter normalement l'ensemble des entreprises présentes sur le chantier. Leur implantation devra permettre, en tout point des ouvrages et de leurs abords, de ne pas être éloignées de plus de 25 ml de l'un d'entre eux. ( Soit : 2 coffrets)  Aucune alimentation ne se fera ailleurs que depuis les armoires conçues à cet effet, et protégées par les différentiels de défaut placés à l'extérieur de l'armoire ou tout autre système équivalent.  L'alimentation depuis les coffrets installés par le lot Electricité jusqu'à l'appareillage de chantier sera à la charge de chaque entreprise. Les prolongateurs de raccordement utilisés en aval des coffrets de distribution devront, pour toutes les entreprises, être du type H07 RNF et ne pas avoir une longueur supérieure à 25 mètres.  <b>L'ECLAIRAGE CORRECT DES POSTES DE TRAVAIL EST A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE.</b>				GO ELEC ELEC  ELEC  ELEC  TCE  TCE  TCE
<b>2.6. SECURITE INCENDIE</b>  L'entreprise de Gros Oeuvre assurera la fourniture, la mise en place et la maintenance des extincteurs nécessaires dans les locaux communs.  Chaque entreprise assurera, sur l'ensemble de ses postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques créés.  Les entreprises mettant en oeuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place les dispositifs nécessaires. Elles devront notamment signaler et baliser la zone de travail à				GO  TCE  EC

MOE : Maître d'œuvre PI :Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
risque.				
<b>2.7. CLOTURE DE CHANTIER</b>  Les zones de chantier extérieures seront ceintes de clôtures constituées de panneaux grillagés sur plots béton, liaisonnés entre eux. Hauteur 2.00ml. Accès chantier par 2 portails à 2 vantaux avec cadenas fermant à clés. Gestion des clés au lot GO. Le lot GO fournira pendant la période de préparation le plan d'installation de chantier..				GO
<b>2.8. MESURES DE COORDINATION PARTICULIERES</b>  <b>2.8.1. PROTECTIONS COLLECTIVES</b>  Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise de Gros Oeuvre, en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur, de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants.  L'entreprise de Gros Oeuvre est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et leurs abords <b><u>pendant toute la durée du chantier.</u></b>  Cependant, <b><u>si une tâche déterminée oblige une entreprise à déposer un élément de protection, celle-ci doit assurer la continuité de la sécurité par toute autre mesure compensatrice.</u></b> Les mesures prises pour la durée de la tâche, ainsi que le rétablissement des protections initiales restent sous la responsabilité de l'entreprise concernée.				GO
<b>2.8.2. OUVRAGES MACONNES</b>  <b>2.8.2.1. GARDE CORPS EN RIVES DE PLANCHERS</b>  Les protections collectives en rives des planchers béton seront parfaitement adaptées au type de plancher mis en oeuvre. Elles seront maintenues partout où cela sera nécessaire, jusqu'à ce que les éléments définitifs (menuiseries, vitrages, allèges), présentent les garanties sécuritaires souhaitées.				GO
<b>2.8.2.2. BAIES SANS ALLEGES</b>  L'entreprise de Gros Oeuvre devra prévoir un système de protections collectives adapté aux interventions des autres Corps d'Etat.				GO
<b>2.8.2.3. FERS EN ATTENTE</b>  Tous les fers en attente devront être crossés, ou protégés entête par des cabochons adaptés.				GO

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
<p><b>2.8.2.4. TREMIES</b></p> <p>L'entreprise de Gros Oeuvre aura à sa charge la protection des trémies d'escalier par garde-corps sur potelets métalliques à griffes (lisses à 1.00 m, 0.45m, plinthe à 0.15m).</p> <p><b>2.8.3. TRAVAUX DE TERRASSEMENT - FONDATIONS</b></p> <p>Pour les fouilles en excavation, il faudra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévoir les mesures de prévention des risques d'éboulement, d'effondrement et d'ensevelissement pour le personnel travaillant dans ces fouilles.</li> <li>• Appliquer les moyens décrits au titre IV du Décret du 8 Janvier 1965, pour la tenue des parois des fouilles en excavation.</li> <li>• Définir les moyens en fonction de la qualité du sol et des limites du chantier.</li> </ul> <p>Les terrassements seront effectués par des moyens mécaniques, qui ne devront causer aucun trouble de jouissance au voisinage ou nuisance dangereuse.</p> <p>Le phasage des travaux devra être réalisé de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.</p> <p><b>2.8.4. TRAVAUX DE FACADES</b></p> <p>L'entreprise de Gros Oeuvre exécutera le remblai des fouilles en périphérie des ouvrages aussitôt après l'exécution du dallage, et un nettoyage périphérique soigné des ouvrages, autant que de besoin, dans tous les cas au moins avant l'arrivée des autres corps d'état sur le chantier.</p> <p>Afin de permettre la mise en place d'échafaudages nécessaires aux travaux de façade l'entreprise de Gros Oeuvre, exécutera en temps utile, en concertation avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, un cheminement périphérique de 2,50 mètres de large comprenant nivellement, après nettoyage.</p>				GO
				VRD/ GO
				GO
				GO
<p><b>2.8.5. TRAVAUX DE CHARPENTE</b></p> <p>Les travaux de pose, de calage et de fixation des charpentes seront réalisés, selon les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur la plate-forme, le Port des harnais de sécurité pour toutes interventions en hauteur.</li> <li>• A l'aide d'échafaudages roulants ou nacelles sur sol stabilisé.</li> </ul> <p><b>2.8.6. TRAVAUX DE COUVERTURE</b></p> <p>L'entreprise de couverture prévoira des consoles en encorbellement et filets conçues pour être installées par-dessus la toiture et acrotères, ceci permettant de terminer la couverture avant de démonter les plates-formes de travail.</p> <p>Conformément au décret du 08 janvier 1965, les plates-formes de travail doivent être constituées d'un plancher jointif et de protections collectives périphériques :</p>				CHARP
				COUV

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
<p>dans le cas d'interventions en hauteur (même <math>\leq 3.00</math> mètres), on peut rappeler les prescriptions réglementaires précisées aux articles 5, 115, 144 et 147 (les échafaudages, plates-formes de travail et les planchers des passerelles doivent être munis, sur les côtés extérieurs, de garde-corps -constitués de deux lisses, une à 1.00 mètre, l'autre à 0.45 mètre au dessus du plancher-, et d'une plinthe d'une hauteur de 0.15 mètre au moins).</p>				
<p><b>2.8.7. LES TRETEAUX DE MACON</b></p> <p>Les tréteaux doivent être installés sur un sol d'appui du, résistant et horizontal. La distance entre deux tréteaux ne doit pas être supérieure à 2.00 mètres. Le platelage doit être constitué d'éléments jointifs et convenablement bloqués. Les garde-corps et protections périphériques doivent répondre aux exigences réglementaires du décret du 08 janvier 1965.</p> <p><b>2.8.8. ECHAFAUDAGES</b></p> <p>L'entrepreneur doit mettre à la disposition de son personnel des échafaudages convenables pour tout travail ne pouvant être exécuté sans risque.</p> <p>Les échafaudages de pied doivent être construits de manière à supporter les charges auxquelles ils sont soumis et résister à la poussée des vents.</p> <p>Ils doivent posséder un plancher jointif couvrant la totalité de la surface et une protection périphérique comprenant une plinthe de 0.15 mètre, une lisse à 0.45 mètre de haut et l'autre à 1.00 mètre.</p> <p><b>Ce conformer à l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages</b></p> <p>L'organisation des opérations de construction sera programmée de manière à permettre une utilisation commune des échafaudages.</p>				GO
<p><b>Application de la recommandation R 408 concernant le montage, l'utilisation et démontage des échafaudages de pied.</b></p> <p>L'utilisation d'échafaudages roulants pour travaux de façade ne sera autorisée que sur surfaces planes. Pour travaux à réaliser sur des parties présentant des dénivelés, l'entreprise utilisera un échafaudage de pied.</p> <p>Les échafaudages mobiles doivent posséder un dispositif de blocage des roues et un dispositif de butonnage selon nécessité. Ils devront, dans tous les cas, être conformes aux règles de montage et d'utilisation définies dans les <b>Mémos Pratiques et Fiches de Sécurité de l'OPPBTP</b>.</p> <p><b>2.8.9. ECHELLES</b></p> <p>Les entreprises devront limiter l'utilisation de l'échelle : <b>utilisation seulement comme moyen d'accès à un poste de travail.</b> - Les travaux temporaires en hauteur sont réalisés à partir d'un plan de travail conçu, installé ou équipé de manière à préserver la santé et la sécurité des travailleurs</p>				RAVAL
				TCE

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisées et à la charge de
<p><b>2.8.10. PROTECTIONS INDIVIDUELLES</b></p> <p>Conformément à l'article L4121-2 des Principes Généraux de Prévention, la priorité doit être donnée aux mesures de protection collective sur les mesures de protection individuelle.</p> <p>Dans le cas où la protection collective ne peut être assurée, l'entrepreneur est tenu de fournir à son personnel, ainsi qu'au personnel intérimaire, les moyens de protection individuelle nécessaires et appropriés à l'exécution des tâches confiées.</p> <p>Sur le chantier le port du casque, des chaussures de sécurité, des lunettes, des protections d'oreilles, des masques anti-poussière, des harnais adaptés et autres protections individuelles appropriées est obligatoire suivant la nature des travaux en cours.</p> <p>On privilégiera l'utilisation des plates-formes individuelles pour travaux à faible hauteur.</p>				TCE
<p><b>2.8.11. PROTECTION DES ACCES</b></p> <p>Lors d'interventions sur façades, les entreprises concernées mettront en place, en complément des protections mises en oeuvre par l'entreprise de Gros Oeuvre si nécessaire, des dispositifs de protection au droit des entrées de bâtiment qui ne seraient pas condamnées, pour leur propre personnel et pour le personnel des autres entreprises.</p>				CHARP / COUV / RAVAL

### 3. MESURES GENERALES DE SALUBRITE

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisée et à la charge de
<b>3.1. CANTONNEMENTS - ORGANISATION DE CHANTIER</b>				
<b>3.1.1. ALIMENTATION EN EAU POTABLE</b>				
Seront à la charge de l'entreprise de Gros Œuvre :				GO
<ul style="list-style-type: none"> <li>La demande de branchement et le raccordement sur le chantier,</li> <li><b>L'alimentation indépendante</b> des cantonnements,</li> <li>La mise en place et entretien des points de puisage, emplacement suivant nécessité du chantier,.</li> </ul>				
Les consommations seront portées au compte prorata.				PRORATA
<b>3.1.2. ALIMENTATION EN ELECTRICITE</b>				
Seront à la charge de l'entreprise de Gros Œuvre :				GO
Les prescriptions de l'article 2.5.3 du présent PGC				
<ul style="list-style-type: none"> <li>La demande de branchement et le raccordement sur le chantier,</li> <li>L'alimentation des cantonnements,</li> </ul>				
Seront à la charge de l'entreprise d'Electricité				ELEC
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les prescriptions des articles 2.5.3 et 2.5.4 du présent PGC</li> </ul>				
Les consommations seront portées au compte prorata.				PRORATA
<b>3.1.3. RACCORDEMENT POUR LES EAUX USEES</b>				
Raccordement des sanitaires au réseau d'égout.				GO
<b>3.1.4. BUREAU DE CHANTIER</b>				
L'accès au cantonnement sera organisé de telle manière que le personnel ne soit soumis à aucun risque au niveau de ce cheminement et puisse y sortir et entrer en tenue de ville.				Go
Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.				TCE
Les camions de livraison devront se conformer aux dispositions d'organisation arrêtées (stationnement, accès au site).				TCE
La fourniture, la mise en place et le repliement du bureau de chantier sont réalisés et à la charge de l'entreprise de Gros Oeuvre.				GO
L'entretien et le nettoyage hebdomadaire du bureau sont réalisés par l'entreprise de Gros Œuvre.				GO

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisée et à la charge de
<b>Les frais seront portés au compte prorata.</b>				PRORATA
<b>3.1.5. SANITAIRES DE CHANTIER</b>  Cellule sanitaire monobloc comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 W.C,</li> <li>• 1 douche,</li> <li>• lavabo 4 robinets.</li> </ul> L'entretien est quotidien, et réalisé par l'entreprise de Gros Oeuvre.  <b>Les frais seront portés au compte prorata.</b>  La fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilettes) est assurée par l'entreprise de Gros Oeuvre.  <b>Les frais seront portés au compte prorata.</b>				GO   GO PRORATA GO PRORATA
<b>3.1.6. VESTIAIRES</b>  L'installation et l'entretien des baraquements propres aux entreprises sont à la charge des entreprises utilisatrices.  L'implantation de ces baraquements sera définie par l'entreprise de Gros Oeuvre, en concertation avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS, dès le début de la phase de préparation du chantier.				
<b>3.1.7. REFECTOIRE</b> Pour les entreprises dont le personnel mange sur site la mise en place du réfectoire sera à la charge de l'entreprise utilisatrice.  Bungalow isolé, éclairé naturellement et artificiellement, chauffé et équipé de table et bancs avec un nombre de places correspondant à l'effectif du chantier se restaurant sur place, point d'eau, chauffe-plats et réfrigérateur				EC

#### 4. ORGANISATION DES SECOURS

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p><b>4.1. MOYENS D'ALERTE</b></p> <p>Dans le cas où le téléphone de chantier n'est pas accessible à tout moment, l'entreprise de Gros Oeuvre installera, dès le début de l'opération, dans un lieu librement accessible à tous, un téléphone à partir duquel il sera possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs.</p> <p>Cet appareil devra être clairement signalé, et les consignes de secours seront affichées à proximité immédiate de ce téléphone.</p> <p><b>4.2. MOYENS DE SECOURS</b></p> <p><b>4.2.1.1. SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL</b></p> <p>Chaque entreprise indiquera lors de l'inspection commune, le nom de ses salariés SST, formés ou recyclés depuis moins d'un an, présents sur le site.</p> <p><b>4.2.1.2. MATERIEL DE SECOURS</b></p> <p>Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours, et afficher les numéros de téléphone d'urgence et la procédure d'appel de secours.</p>				



## 5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE INTERVENANTS

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p><b>5.1. DEFINITION DES REGLES APPLICABLES AUX TRAVAILLEURS INDEPENDANTS ET LOCATIER</b></p> <p><b>5.1.1. DIFFUSION DES PPSPS</b></p> <p>Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires et sous-traitants) doit rédiger un PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) <u>avant</u> toute intervention sur le chantier.</p> <p>Pour cela, elle dispose d'un mois maximum à compter de la réception de son contrat signé.</p> <p>Chaque entreprise diffusera un exemplaire de son PPSPS au Coordonnateur SPS. L'entreprise de Gros Oeuvre fournira son PPSPS en quatre exemplaires au Coordonnateur. Elle procèdera en supplément à sa diffusion auprès des Organismes Administratifs de Prévention (Inspection du Travail, OPPBTP, CRAM).</p> <p><b>5.1.2. INSPECTIONS COMMUNES</b></p> <p>Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprises titulaires et sous-traitants) procèdera à une Inspection Commune du chantier avec le Coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.</p> <p><b>5.2. ROLE DU COORDONNATEUR</b></p> <p>Pendant toute la durée du chantier, le Coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives.</p> <p>A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation du travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à la disposition de ses salariés, les modalités retenues par le Coordonnateur SPS.</p>				

MOE : Maître d'œuvre PI : Pilote ou entreprise générale SPS : Coordonnateur SPS	EG : entreprise générale EC : entreprise concernée différentes détaillées dans le texte	TI : titulaire du lot concerné <input checked="" type="checkbox"/> réalisation et charge	Définies par	Réalisée et à la charge de
<p><b>5.3. MODALITES DE CONCERTATION ET D'INFORMATION ENTRE LES ENTREPRISES</b></p> <p><b>5.3.1. DIFFUSION DES DOCUMENTS</b></p> <p>Dès qu'elles en auront connaissance, les entreprises titulaires de lot diffuseront au Coordonnateur SPS les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants</li> <li>• La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant</li> <li>• L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier</li> <li>• La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant</li> </ul> <p><b>5.3.2. DECLARATION DE SOUS-TRAITANTS (DELAIS)</b></p> <p>Dans le cas où un entrepreneur sous traite tout ou partie de l'exécution de son contrat, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du Plan Général de Coordination, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs. Il doit, de même, assurer à ses frais et de sa propre initiative la diffusion des mises à jour du Plan général de Coordination à l'ensemble de ses sous-traitants.</p> <p>Dans le cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la signature du contrat, les noms, adresses et fonctions des autres sous-traitants, et de transmettre avant le démarrage de leurs interventions, les PPSPS établis par les autres sous-traitants.</p> <p><b>A quelque niveau que ce soit, tout titulaire de lot doit déclarer par écrit l'ensemble de ses sous-traitants à la Maîtrise d'Oeuvre et au Coordonnateur, avant toute intervention, en indiquant l'effectif prévisionnel et les dates approximatives d'intervention.</b></p> <p>Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte d'une entreprise adjudicataire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du sous-traitant ou prestataire concerné, sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.</p> <p>Les désignations d'entreprises sous-traitantes devront intervenir dans un délai compatible avec la nécessité de réaliser l'Inspection Commune et la réalisation du PPSPS par le sous-traitant.</p>				

## 6. EN CAS D'ACCIDENT

**Téléphonez au 18  
ou 112 (depuis un portable)**

**et dites :**

### **1 CHANTIER**

Salle d'animation Le Bouscaillou à GRAMOND -

### **2 PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**

Par exemple : malaise, chute...

**ET LA POSITION DU BLESSÉ** : le blessé est au sol ou dans une fouille...  
**ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT**

### **3 SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT**

Par exemple : deux ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

### **4 FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS**

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

### **5 NE PAS RACCROCHER LE PREMIER**

Faites répéter le message.

#### A PRÉVENIR

INSPECTION DU TRAVAIL	05.65.75.59.30	OPPBTP	05.61.44.52.62
CRAM Sce PREVENTION	05.62.14.29.42	MEDECINE DU TRAVAIL	
COORDONNATEUR	05.65.68.18.68		

#### NUMÉROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS	18 / 112	CENTRE ANTI-POISON	05.61.49.33.33
SAMU	15	MEDECIN	
POLICE GENDARMERIE	17	OPHTALMO	
SECOURS EDF – GDF		SERVICE GRAND BRULE	05.61.32.27.42

